



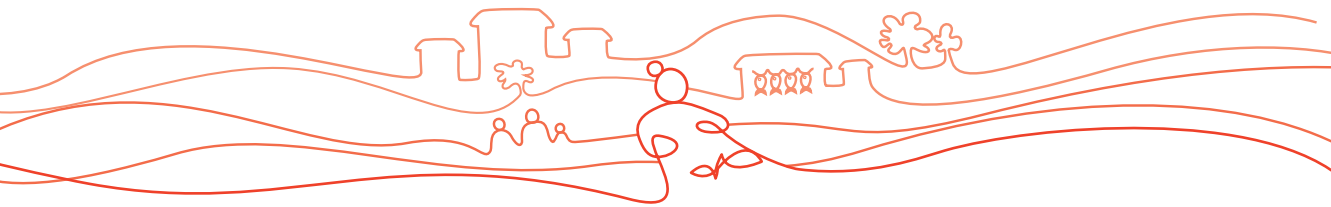
Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation  
et l'agriculture



## Contribution des femmes du secteur de la petite pêche aux moyens de subsistance des communautés et à la sécurité nutritionnelle à Madagascar



# Contribution des femmes du secteur de la petite pêche aux moyens de subsistance des communautés et à la sécurité nutritionnelle à Madagascar



Citer comme suit:

FAO. 2024. *Contribution des femmes du secteur de la petite pêche aux moyens de subsistance des communautés et à la sécurité nutritionnelle à Madagascar*. Rome. <https://doi.org/10.4060/cd0520fr>

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Le fait qu'une société ou qu'un produit manufacturé, breveté ou non, soit mentionné ne signifie pas que la FAO approuve ou recommande ladite société ou ledit produit de préférence à d'autres sociétés ou produits analogues qui ne sont pas cités.

© FAO, 2024



Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à la disposition du public selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution-Pas d'Utilisation Commerciale-Partage dans les Mêmes Conditions 3.0 Organisations Intergouvernementales (CC BYNC-SA 3.0 IGO; <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo/legalcode.fr>).

Selon les termes de cette licence, cette œuvre peut être copiée, diffusée et adaptée à des fins non commerciales, sous réserve que la source soit mentionnée. Lorsque l'œuvre est utilisée, rien ne doit laisser entendre que la FAO cautionne une quelconque organisation, produit ou service. L'utilisation du logo de la FAO n'est pas autorisée. Si l'œuvre est adaptée, le produit de cette adaptation doit être diffusé sous la même licence Creative Commons ou sous une licence équivalente. Si l'œuvre est traduite, la traduction doit obligatoirement être accompagnée de la mention de la source ainsi que de la clause de non-responsabilité suivante: «La traduction n'a pas été réalisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La FAO n'est pas responsable du contenu ni de l'exactitude de la traduction. L'édition originale [langue] est celle qui fait foi.»

Tout litige relatif à la présente licence ne pouvant être résolu à l'amiable sera réglé par voie de médiation et d'arbitrage tel que décrit à l'Article 8 de la licence, sauf indication contraire contenue dans le présent document. Les règles de médiation applicables seront celles de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (<http://www.wipo.int/amc/fr/mediation/rules>) et tout arbitrage sera mené conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI).

**Matériel attribué à des tiers.** Il incombe aux utilisateurs souhaitant réutiliser des informations ou autres éléments contenus dans cette œuvre et attribués à un tiers, tels que des tableaux, des figures ou des images, de déterminer si une autorisation est requise pour leur réutilisation et d'obtenir le cas échéant la permission de l'ayant-droit. Toute action qui serait engagée à la suite d'une utilisation non autorisée d'un élément de l'œuvre sur lequel une tierce partie détient des droits ne pourrait l'être qu'à l'encontre de l'utilisateur.

**Ventes, droits et licences.** Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO ([www.fao.org/publications](http://www.fao.org/publications)) et peuvent être achetés sur demande adressée par courriel à: [publications-sales@fao.org](mailto:publications-sales@fao.org). Les demandes visant un usage commercial doivent être soumises à: [www.fao.org/contact-us/licence-request](http://www.fao.org/contact-us/licence-request). Les questions relatives aux droits et aux licences doivent être adressées à: [copyright@fao.org](mailto:copyright@fao.org).

# Table des matières

Abréviations, sigles et acronymes	iv
Remerciements	v
<b>1. Introduction</b>	v
<b>2. Contexte national</b>	3
2.1 Instruments juridiques et politiques	3
2.2 Les défis liés au contexte socioculturel et économique	4
<b>3. Méthodologie</b>	6
<b>4. L'égalité de genre dans les chaînes de valeur de la petite pêche</b>	9
4.1 Le rôle des femmes et accès à la petite pêche à Madagascar	9
4.2 La voix des femmes dans la prise de décision et la gestion des ressources	13
4.3 Effet du changement climatique et d'autres chocs sur l'accès des femmes à la petite pêche	14
4.4 Contribution des femmes à la sécurité nutritionnelle des ménages	15
<b>5. Conclusions et recommandations: besoins et priorités en matière d'égalité des sexes</b>	19
Bibliographie	21
<b>Annexe</b>	25

# Abréviations, sigles et acronymes

## CEDAW

Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

## CORECRABE

Coopération de valorisation de la recherche pour la gestion de la petite pêche de crabe de mangrove à Madagascar

## FAO

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

## IHH

Porter un nouvel éclairage sur les captures non visibles (*Illuminating Hidden Harvests*)

## IH.SM

Institut halieutique et des sciences marines

## MPPSPF

Ministère de la population, de la protection sociale et de la promotion de la femme

## ODD

objectifs de développement durable

## ONG

organisation non gouvernementale

## OSC

organisation de la société civile

## PANAGED

Plan d'action national Genre et Développement

## RENAFEP-MADA

Réseau national des femmes de la pêche à Madagascar

## SADC

Communauté de développement de l'Afrique australe

## WWF

Fonds mondial pour la nature

# Remerciements

Ce travail a été initié dans le cadre du sous-programme de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) intitulé « Mise en œuvre des Directives sur la pêche artisanale pour des systèmes alimentaires et des moyens d'existence équitables du point de vue du genre et résilients face au climat ». Il bénéficie du financement du Mécanisme de contributions volontaires flexibles et tire parti des résultats de l'initiative « *Illuminating Hidden Harvests* » (IHH – Porter un nouvel éclairage sur les captures non visibles). L'objectif de cette démarche est de mettre en lumière la contribution significative de la pêche artisanale aux systèmes alimentaires sains et aux moyens de subsistance durables.

Ce document s'inscrit dans une série de notes dédiées à la pêche artisanale et a été rédigé par Henitsoa Jaonalison, Marc Léopold, Thierry Razanakoto, Jovial Mbonny et Jamal Mahafina. Le travail collaboratif inclut la participation du Gouvernement malagasy, sous la supervision conjointe du Ministère de la pêche et de l'économie bleue, et des contributions d'experts techniques de la FAO à Madagascar.

Les auteurs expriment leur gratitude envers les collègues de la FAO et de la Duke University pour leur précieuse relecture, notamment Rindra Rasoloniriana, John Virdin, Lena Westlund, Franz Nicole, et Molly Ahern.

Les auteurs souhaitent également remercier leurs collègues de la Division des pêches et de l'aquaculture de la FAO, Marianne Guyonnet et Manoela Militão de Siqueira, pour leur soutien éditorial, ainsi que Sophie Decock pour la relecture et Joanne Morgante pour la conception et la mise en page.





# 1

## Introduction

Le secteur de la petite pêche,<sup>1</sup> englobant l'ensemble des activités exercées par des hommes et des femmes tout au long de la chaîne de valeur – avant, pendant et après capture –, joue un rôle déterminant pour la sécurité alimentaire et la nutrition, l'éradication de la pauvreté et la promotion des droits des femmes (FAO, 2015). Le secteur constitue une source importante d'emplois et de revenus, et est particulièrement important pour les populations marginalisées et vulnérables. Il génère des moyens de subsistance essentiels pour les pêcheurs et autres travailleurs des filières halieutiques, contribuant directement à la réduction de la pauvreté et favorisant la stabilité économique dans les communautés (Cinner *et al.*, 2014). Les revenus générés par les activités liées à la petite pêche circulent souvent localement, et stimulent la croissance économique locale (Béné, Hersoug et Allison, 2010). À Madagascar, d'après les estimations de la FAO (Mbonoy *et al.*, 2024), environ un million et demi de personnes dépendraient, au moins partiellement, de la petite pêche.

La petite pêche est caractérisée par une forte participation des femmes dans diverses activités tout au long de la chaîne de valeur, ce qui favorise l'égalité des genres et joue un rôle essentiel dans la réduction de la pauvreté des ménages ruraux et l'inclusion sociale (Harper *et al.*, 2013; Badjeck *et al.*, 2010). Dans le contexte

de Madagascar, la petite pêche apporte des moyens de subsistance pour un nombre important de femmes, essentiellement dans le cadre des activités de post-capture (Wabnitz *et al.*, 2023).

En outre, la petite pêche constitue une source indispensable et accessible de protéines d'origine animales et de nutriments essentiels, jouant un rôle crucial dans l'atténuation de l'insécurité alimentaire de nombreuses populations (Béné *et al.*, 2007). Les femmes jouent un rôle clé dans l'approvisionnement, la transformation et la préparation des repas des ménages. Leur implication dans des tâches telles que la sélection, la transformation et la cuisine des produits halieutiques augmente la disponibilité des options nutritionnelles (Harper *et al.*, 2013), favorisant ainsi la diversité alimentaire et l'amélioration de l'apport nutritionnel (van den Bold *et al.*, 2013), ainsi que le bien-être en général (Bavinck, Johnson et Kooiman, 2020).

Toutefois, à Madagascar, ces contributions des femmes aussi diverses qu'importantes restent peu reconnues. En effet, jusqu'à présent, les notes politiques relatives au genre se sont concentrées sur l'accès à l'éducation et à la santé et sur la gouvernance des ressources naturelles terrestres à partir de données désagrégées en fonction du sexe, de l'âge, du développement rural et urbain, et des catégories de population «pauvres/riches» (Kellum *et al.*, 2020; Arciprete et Leander,

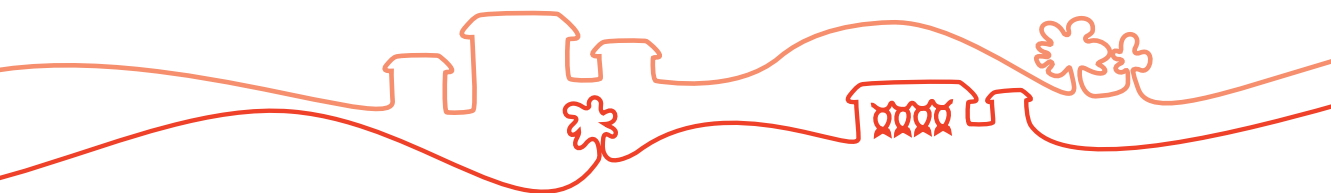
<sup>1</sup> «Petite pêche» correspond à la pêche pratiquée à l'aide des pirogues non-motorisées et des bateaux motorisés inférieur à 15 CV.

2022). L'accès des femmes à la petite pêche et leur contribution à l'approvisionnement en aliments et nutriments ne sont pas abordés.

La présente note d'orientation vise à mettre en lumière les contributions multiformes des femmes dans les activités liées à la petite pêche, qui ont un impact direct non seulement sur le paysage économique, mais aussi sur la diversité alimentaire, l'apport nutritionnel et la sécurité alimentaire globale au niveau des ménages à Madagascar. Cette étude vient en appui à la mise en œuvre des Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté (ci-après dénommées Directives sur la pêche artisanale) adoptées par le Comité des pêches de la FAO en 2014, et dont Madagascar est signataire (FAO, 2015). Le cadre d'analyse est ancré dans la méthodologie proposée par

l'étude «Porter un nouvel éclairage sur les captures non visibles de la pêche artisanale à l'échelle mondiale» (Illuminating Hidden Harvests- IHH), développé par la FAO, la Duke University et le WorldFish Center. Cette initiative a inclus une cinquantaine d'études de cas de pays, dont Madagascar, et vise à créer et diffuser de nouvelles informations concernant la pêche artisanale afin d'étayer la prise de décision politique et les pratiques (FAO *et al.*, 2023).

En identifiant les contraintes existantes qui entravent la participation des femmes dans les filières de la petite pêche, ce document cherche à proposer au Gouvernement des recommandations et des stratégies afin de promouvoir l'autonomisation et la résilience des femmes face aux défis économiques, aux chocs et aux impacts du changement climatique.



# 2

## Contexte national

### 2.1 Instruments juridiques et politiques

L'engagement de Madagascar en faveur de l'égalité des genres est inscrit dans la Constitution, en particulier dans l'article 6, qui dispose que «La loi favorise l'égal accès et la participation des femmes et des hommes aux emplois publics et aux fonctions dans le domaine de la vie publique, économique et sociale».

Madagascar a ratifié divers instruments stratégiques internationaux et régionaux tels que la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) en 1989, le Programme d'action de Beijing en 1995 et le Protocole de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) sur le genre et le développement en 2008.

Un Plan d'action national Genre et Développement (PANAGED) a été lancé de 2004 à 2008. Le PANAGED visait à lutter contre la pauvreté, en particulier chez les femmes rurales et marginalisées, par le biais d'une approche multidimensionnelle englobant l'éducation, l'accès aux soins de santé, les opportunités économiques et la participation politique. Actuellement, une nouvelle stratégie appelée «Politique nationale sur l'égalité entre les hommes et les femmes» est en cours de formalisation. Cette politique réaffirme l'engagement de Madagascar en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes: elle s'aligne sur les objectifs primordiaux du Plan national de développement 2019-2023 (Plan

émergence de Madagascar - PEM) pour lesquels l'autonomisation des femmes est une priorité, et sur l'Agenda 2030 des Nations-Unies pour les objectifs de développement durable (ODD), dont l'ODD 5 vise à mettre fin à toutes formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles et à les rendre autonomes. Cependant, cette nouvelle stratégie ne semble pas inclure de dispositions spécifiques concernant l'accès des femmes à la petite pêche.

Le «Programme sectoriel agriculture, élevage, pêche 2016-2020» renforce l'engagement du pays envers l'équité entre les genres. En effet, la section 3.4.4 met en exergue le rôle essentiel que joue l'égalité femmes-hommes dans l'édification d'une société à la fois juste et inclusive. Cette section souligne non seulement l'importance de l'équité pour un développement durable, mais aussi la garantie que les bénéfices de la croissance soient partagés équitablement entre tous les citoyens.

La Lettre de politique bleue (2014-2024) reconnaît dans sa section 11.1 la nécessité de prendre en compte les questions de genre dans les politiques nationales concernant le secteur des ressources halieutiques, de la pêche et de l'aquaculture, soulignant le rôle crucial des femmes dans la promotion d'une communauté harmonieuse et équitable. Toutefois, en matière de politique halieutique, bien que l'inclusion de la perspective de genre soit évidente, la représentation complète et précise du rôle des femmes dans les chaînes de valeur du secteur de la pêche reste succincte. L'apport essentiel des

femmes est certes reconnu, mais traité avec concision, suggérant l'existence d'une marge pour une reconnaissance et une intégration plus approfondies dans les discours et actions politiques à venir.

Le Ministère de la population, de la protection sociale et de la promotion de la femme (MPPSPF) pilote la mise en œuvre du cadre politique et juridique national en matière d'égalité de genre à Madagascar. La société civile malgache joue également un rôle déterminant dans la promotion des droits des femmes et de l'égalité de genre. Elle est représentée par la Coalition des organisations de la société civile (OSC) qui comprend plus de 30 organisations non gouvernementales (ONG), fédérations de femmes et associations, et dont les contributions couvrent un large éventail d'activités, y compris la rédaction du rapport alternatif national de la CEDAW (Coalition des organisations de la société civile, 2015).

Un certains nombres de lois, politiques, stratégies et plans d'action sectoriels constituent le cadre de référence national en matière d'égalité des sexes, tels que la Politique générale de l'État promouvant l'accès des femmes à la santé, à la croissance économique et au marché du travail (2019-2023), et le Plan sectoriel pour l'éducation (2018-2022).

Malgré l'importance de la petite pêche pour l'économie nationale et la sécurité alimentaire des communautés côtières, Madagascar ne dispose pas actuellement d'un cadre juridique national qui encourage l'accès des femmes à ce secteur. De plus, les OSC sont confrontées à des difficultés liées au manque de financement. En effet, au cours de la décennie 2010-2019, les initiatives des OSC en faveur de l'égalité des sexes dans le secteur de la pêche à Madagascar n'ont été soutenues qu'à hauteur de 9,58 millions USD par des bailleurs internationaux (Wabnitz *et al.*, 2023).

De nombreuses ONG travaillent activement en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes dans le secteur de la petite pêche, chaque organisation ayant son propre domaine d'action. Ainsi, le Réseau national des femmes de la pêche à Madagascar (RENAFEP-MADA), créé en 2018 et dont le siège se trouve à Atsimo-Andrefana, s'est fixé comme objectif d'améliorer les conditions de vie des femmes travaillant dans le secteur de la petite pêche en promouvant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Le World Wildlife Fund (WWF) encourage l'intégration de la dimension genre dans les activités de conservation côtière, en mettant l'accent sur la participation économique et l'autonomisation des femmes afin de favoriser un développement local durable et fondé sur les ressources naturelles. L'ONG Blue Ventures se concentre sur la promotion de l'égalité des sexes dans la gestion des pêches, en particulier dans des domaines tels que la collecte participative de données relatives à la pêche et les processus inclusifs de prise de décision. Le réseau national MIHARI intervient en mettant en contact plus de 200 associations communautaires du secteur et en facilitant la collaboration et le partage des connaissances. Enfin, des agences internationales de développement s'engagent activement à promouvoir la participation économique et l'autonomisation des femmes dans leur secteur et/ou leurs zones d'intervention. À titre d'exemple, le projet Nosy Manga, financé par l'USAID, favorise l'autonomisation des femmes en soutenant la culture d'algues dans les villages avec une attention particulière accordée aux petites exploitations individuelles dirigées par des femmes (USAID et Ocean Farmers, 2022).

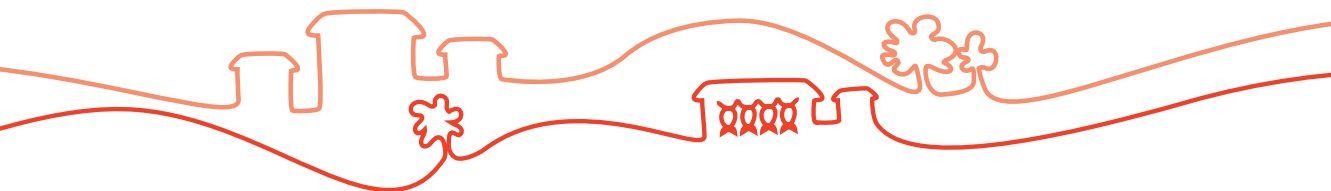
## 2.2 Les défis liés au contexte socioculturel et économique

Malgré la mise en place de cadres juridiques et politiques favorisant l'égalité des sexes dans les secteurs de la santé, de l'éducation et

du développement économique, des normes et croyances socioculturelles profondément enracinées constituent des obstacles majeurs à la réalisation des droits des femmes, y compris dans le secteur de la petite pêche. Dès l'enfance, les garçons et les filles sont éduqués dans le respect de normes sociales qui placent les femmes dans une position de soumission sur les plans économique et domestique (Gastineau, Gauthier et Rakotovo, 2010). Les conceptions traditionnelles en matière de genre considèrent les hommes comme le sexe fort et les femmes comme des «fournitures fragiles», perpétuant ainsi l'image de l'infériorité féminine. Le mariage permet rarement l'émancipation des femmes qui obéissent généralement aux exigences de leur mari (Kellum *et al.*, 2020). Les femmes assument des responsabilités reproductives et domestiques en plus des tâches productives et communautaires, tandis que les hommes gèrent principalement la famille et détiennent le pouvoir de décision au niveau du ménage et de la communauté (USAID Madagascar, 2014). Par exemple, les femmes ont tendance à être responsables de la santé des enfants, mais n'ont pas le pouvoir de décider des dépenses (Kellum *et al.*, 2020).

Les femmes qui remettent en cause ces normes sont stigmatisées comme des «poules qui caquettent» et risquent l'exclusion sociale (Razafindrakoto, 2016). S'écarter de ces normes peut entraîner l'expulsion d'une femme de sa communauté, une option rarement envisagée car la majorité des femmes n'ont pas les ressources nécessaires pour survivre seules, en particulier lorsqu'elles ont des enfants à charge.

Les normes culturelles ont également un impact sur la santé, l'éducation, les moyens de subsistance et l'emploi. Elles peuvent conduire les filles à abandonner l'école prématurément en raison d'une grossesse ou d'un mariage précoce (Arciprete et Leander, 2022). Les normes culturelles dictent des exigences professionnelles basées sur le sexe, ce qui limite les opportunités sur le marché du travail. Les hommes occupent des postes physiquement plus exigeants et mieux rémunérés, tandis que les femmes sont confinées à des postes moins bien rémunérés ou à des tâches ménagères. Ces normes sociales ont également des répercussions sur la petite pêche en termes de division du travail entre les hommes et les femmes.



# 3

## Méthodologie

La présente note d'orientation a été élaborée à partir d'un examen approfondi de la littérature disponible ainsi que de l'analyse de données collectées sur le terrain. L'étude bibliographique a porté sur divers types de documents, notamment la littérature grise, les rapports

statistiques nationaux et internationaux, ainsi que les textes de politiques et réglementations nationales et internationales. Cette approche multidimensionnelle a corroboré les résultats de l'enquête menée sur le terrain et a facilité une analyse comparative nuancée du contexte

**Figure 1. Carte des régions d'étude à Madagascar: recherche actuelle et projets de recherche associés**

### Diana

Baie d'Ambaro, Diégo 1, Lazaret Nord  
Ramena, Ampasindava, Ambolobozokely

### Boeny

Baonamary, Ambatoboeny, Antsahabingo,  
Mahajanga 1, Mariarano, Ankomany, Marosakoa,  
Berafia, Baie de Boeny, Baie de Baly

### Itasy

Atanjona, Ambavanandriana,  
Ankaditiahena

### Menabe

Delta de Tsiribihina, Morondava,  
Avaradrova, Nosy kely, Betania

### Atsimo andrefana

Delta du Mangoky, Morombe, Anakao,  
Befandefa, Andavadoaky, Ambolimailaky,  
Ankilibe, Sarodrano, Beheloky

### Analanjirofo

Fenerive-Est, Sahavola,  
Ampasifoty

### Vatovavy

Vatovavy, Maela, Ankatafana,  
Mahatsara Sud

### Ihorombe

Tsaramandroso, Besavoa,  
Ambony Avaratra

### Atsimo atsinanana

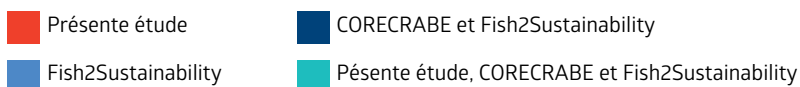
Anosinakofo, Amboanio,  
Ampatsinakofo

### Anosy

Fort-dauphin, Ambinanibe,  
Mahatalaky, Sainte Luce

### Androy

Tsirangoty, Zanavo, Esanta,  
Faux cap



Source : Carte élaborée par les auteurs à partir des informations des projets CORECRABE (<http://corecrabe.ird.fr/>) et Fish2Sustainability (<https://www.espace-dev.fr/fish2sustainability/>) et de la présente étude. Source du fond cartographique de Madagascar: BD 500 FTM.





**Groupe de discussion avec les femmes du secteur de la petite pêche à Madagascar**

malgache avec celui d'autres régions. La collecte des données primaires s'est effectuée dans plusieurs régions de Madagascar, et s'est répartie en trois campagnes: 1) la campagne de l'étude IHH réalisée en 2019 et actualisée en 2023; 2) les enquêtes menées dans le cadre du projet Fish2Sustainability<sup>2</sup> et du projet CORECRABE<sup>3</sup> en 2021-2023; et, 3) les nouvelles enquêtes de l'IHH menées du 22 juin au 24 juillet 2023.

<sup>2</sup> Fish2Sustainability: *Enhancing the contribution of small-scale fisheries to the sustainable development goal* (Renforcer la contribution de la pêche artisanale à la réalisation des objectifs de développement durable. <https://www.espace-dev.fr/fish-2sustainability/>).

<sup>3</sup> Le projet CORECRABE (<http://corecrabe.ird.fr/>) a analysé la filière du crabe de mangrove à Madagascar. Un dispositif de suivi participatif de la pêche a été mis en place dans les quatre principales régions de production sur la côte ouest: Atsimo-Andrefana, Menabe, Boeny et Diana (27 villages suivis).

Pour la collecte de données, le projet Fish2Sustainability a adopté une approche participative via des groupes de discussion en étroite collaboration avec le réseau RENAFEP-MADA. Les participants à ces groupes ont été des pêcheurs, des mareyeurs, des membres d'associations de pêcheurs, et des membres de conseils d'administration d'associations de pêcheurs. Cette collecte des données a été réalisée dans 22 études de cas de petites pêcheries côtières réparties dans huit régions (Analanjifofo, Anosy, Atsimo-Andrefana, Atsimo-Atsinanana, Boeny, Diana, Menabe et Vatovavy). Un horizon de deux à dix ans a été adopté afin de pouvoir capturer l'évolution temporelle des pratiques (par exemple, l'évolution technologique des engins de pêche) et des contextes socio-économiques (croissance

des revenus, tourisme). Le projet visait à évaluer la contribution de ces petites pêcheries à la réalisation des ODD, dont l'ODD 5 visant l'égalité des sexes et l'autonomie des femmes.

Au vu du peu d'informations obtenues concernant strictement l'implication des femmes dans la petite pêche, des groupes de discussion supplémentaires (n=17) ont été menés dans sept régions et 11 districts (Diana, Boeny, Itasy, Atsimo-Atsinanana, Ihorombe, Atsimo-Andrefana et Androy). L'étude a été réalisée en juin et juillet 2023, avec trois à quatre sessions par région. En outre, des

interviews ont été également menées avec des informateurs-clés (n=15) tels que des représentants des administrations de la pêche et des OSC. Ces discussions et interviews ont été confrontées aux données collectées en 2019 et dans le cadre du projet Fish2Sustainability et ont permis de mieux comprendre le contexte de la petite pêche à Madagascar. Huit sites de débarquement potentiels ont été sélectionnés pour réaliser une analyse complète des dynamiques en jeu. L'approche adoptée visait à fournir un aperçu détaillé et approfondi de l'implication des femmes dans la petite pêche dans le contexte de Madagascar.



# 4

## L'égalité de genre dans les chaînes de valeur de la petite pêche

### 4.1 Le rôle des femmes et accès à la petite pêche à Madagascar

À Madagascar, on estime que près de 242 000 personnes (hommes et femmes) exercent des activités associées à la petite pêche (**tableau 1**). Les femmes occupent un rôle central et multiforme tout au long de la chaîne de valeur, apportant des contributions substantielles à la fois à la petite pêche continentale et maritime. Les femmes sont principalement impliquées dans les activités de pré-capture et de post-

capture (**figure 2**). Bien que les données complètes sur l'implication des femmes dans les activités pré-capture restent rares, il est essentiel de souligner leur contribution à la fabrication et réparation des filets de pêche, l'entretien des pirogues et le nettoyage - des activités qui sous-tendent l'efficacité du secteur.

Si l'on exclut les activités de la phase de pré-capture, notre étude révèle qu'environ 94 000 femmes exercent des activités liées à la petite pêche et représentent environ 40 pour cent du

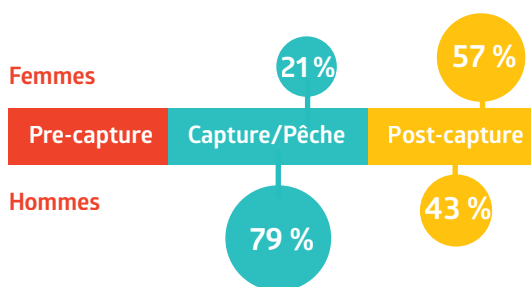
**Tableau 1. Nombres d'hommes et de femmes exerçant des activités tout au long des chaînes de valeur de la petite pêche à Madagascar**

Activités associées à la petite pêche	Hommes		Femmes	
	Maritime	Continentale	Maritime	Continentale
Pré-capture			8 147	
Capture/Pêche	86 449		23 851	
Post-capture	Conservation/transformation		7 937	23 485
	Vente		45 474	46 953
<b>Personnes exerçant des activités de capture et post-capture</b>	<b>139 860</b>		<b>94 289</b>	
<b>Personnes exerçant des activités liées à la petite pêche</b>			<b>242 296</b>	

Source: Données de l'étude de cas national de Madagascar IHH en 2019 et 2023 par l'Institut halieutique et des sciences marines (IH.SM).

nombre total de personnes impliquées dans ces activités. Concernant la phase post-capture (incluant la congélation, le salage, le fumage, le stockage, la vente au détail et le commerce), les femmes jouent un rôle encore plus important, représentant jusqu'à 57 pour cent des personnes impliquées.

**Figure 2. Participation des hommes et des femmes à la chaîne de valeur de la petite pêche à Madagascar**



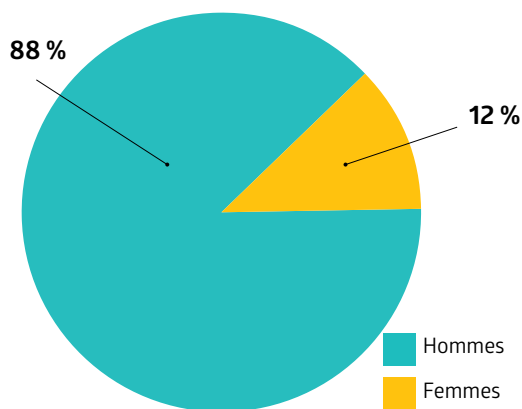
Source: Données de l'étude de cas national de Madagascar IHH en 2019 et 2023 par l'Institut halieutique et des sciences marines (IH. SM).

Cependant, il est à noter que la participation des femmes dans les activités de pêche proprement dite (phase de capture) est beaucoup plus faible et ne représente plus qu'environ 21 pour cent, tant dans les pêcheries continentales que dans les pêcheries maritimes. Les résultats des groupes de discussion réalisés auprès des femmes ont indiqué que cette faible participation pourrait être étroitement liée aux exigences physiques pour le déploiement des filets par exemple, technique généralement pratiquée par les hommes. Les raisons évoquées tiendraient à l'effort collectif requis et à des difficultés associées aux conditions de mer parfois difficiles. Cependant, ces facteurs n'expliquent pas tout. En effet, une étude réalisée dans quatre régions (figure 3) a démontré que les femmes ne représentent qu'environ 12 pour cent des pêcheurs aux crabes de mangrove alors que cette ressource

semble plus accessible en raison de sa proximité de la côte. On constate néanmoins des écarts importants (de 3 à 21 pour cent) entre les régions étudiées. L'usage d'une pirogue dans ces zones de mangrove est répandu chez les femmes, malgré des variations régionales imputables notamment à l'environnement littoral (figure 4). De même, pour la pêche continentale, a priori plus facile d'accès que la pêche maritime, les femmes ne représentent qu'environ 25 pour cent des personnes intervenant dans la phase de capture.

Ces exemples de répartition des activités entre hommes et femmes suggèrent que les considérations d'aptitude physique ne sont pas seules à l'œuvre. Outre le poids des normes culturelles et croyances évoquées plus haut, la faible participation des femmes aux activités de capture peut aussi résulter de facteurs tels que l'accès limité au matériel et au capital ou à des contraintes liées aux responsabilités ménagères.

**Figure 3. Proportion femmes/hommes dans la pêche du crabe de mangrove à Madagascar**



Source: Données reconstruites à partir des statistiques pour l'année 2022 fournies par le projet CORECRABE.

Dans le domaine de la petite pêche maritime, les femmes adoptent des pratiques alternatives, telles que la pêche à pied et l'utilisation des chaluts à moustiquaire, en fonction des habitats exploités et des ressources associées. Ces méthodes ciblent des ressources spécifiques comme les poulpes, les concombres de mer, les palourdes, d'autres invertébrés et les petits poissons. Par exemple, les femmes pratiquent la pêche à pied dans les zones d'herbiers en ciblant certains invertébrés (Manankery, 2021), et accompagnent les pêcheurs déployant les chaluts à moustiquaire qui capturent principalement des poissons de petite taille (Jaonalison, 2019; Raharinaivo,



**Pêcheuse utilisant un piège fixe (valakira) dans la région nord-ouest**



**Femmes pratiquant la pêche à pied dans le sud-ouest de Madagascar**



2020; Mbonny, 2022). En pêche continentale en revanche, elles utilisent principalement des techniques de pêche à la ligne et à la main. Ces méthodes sont adaptées aux conditions et aux ressources disponibles dans les zones intérieures.

L'analyse des informations recueillies durant notre enquête fait apparaître une image complexe de l'accès des femmes aux ressources halieutiques à Madagascar. Les régions intérieures affichent une tendance positive, les femmes bénéficiant d'un accès aux ressources en poissons d'eau douce égal à celui des hommes, quelle que soit leur situation géographique. Le projet Fish2Sustainability a également montré que les hommes et les femmes ont les mêmes droits d'accès aux

ressources marines. Cependant, en pratique, l'étude actuelle a révélé des contrastes marqués entre les régions. Les régions Diana, Atsimo-Atsinanana et Androy présentent, notamment, d'importantes inégalités entre les sexes en matière d'accès aux ressources marines. En revanche, des régions comme Atsimo-Andrefana et Boeny présentent une distribution plus équitable. Cette divergence peut être attribuée aux conditions maritimes difficiles qui prévalent sur la côte sud-est, où la houle littorale est forte et où le risque de chavirage des pirogues monocoques traditionnelles sans balancier est avéré.

En outre, les normes culturelles en matière de genre dans le secteur des petites pêches et plus généralement dans le pays privent souvent



**Contribution des femmes à la vente dans le sud-ouest de Madagascar**

les femmes des moyens financiers pour se procurer l'équipement nécessaire aux activités de capture (pêche) et de post-capture, qui est le plus souvent attribué aux hommes du ménage (jeunes ou mariés). Le manque de formation (lire plus bas) et de soutien financier alternatif renforce et perpétue ces disparités de genre.

## 4.2 La voix des femmes dans la prise de décision et la gestion des ressources

En milieu rural comme en milieu urbain, les filles et les femmes rencontrent des difficultés majeures lorsqu'elles tentent d'exprimer leurs pensées et leurs opinions. Ce problème persiste même dans un environnement familial, où les femmes se retrouvent fréquemment mises à l'écart lors de réunions familiales importantes, les occasions de s'exprimer étant principalement réservées aux hommes (Mahmud et Rabary, 2019), et ce en particulier dans le sud-est de Madagascar. De telles situations peuvent compromettre leur participation en matière de gouvernance de la pêche. Les résultats de notre enquête démontrent que le degré d'implication des femmes dans la prise de décision est généralement faible bien qu'il varie d'une région à l'autre. Par exemple, dans les régions principalement dominées par la pêche continentale (région Itasy), environ 70 pour cent des personnes enquêtées ont indiqué que les femmes ne participent pas activement aux processus de prise de décision, alors que ce taux ne dépassait pas 40 pour cent dans les régions côtières (concernées par la petite pêche maritime).

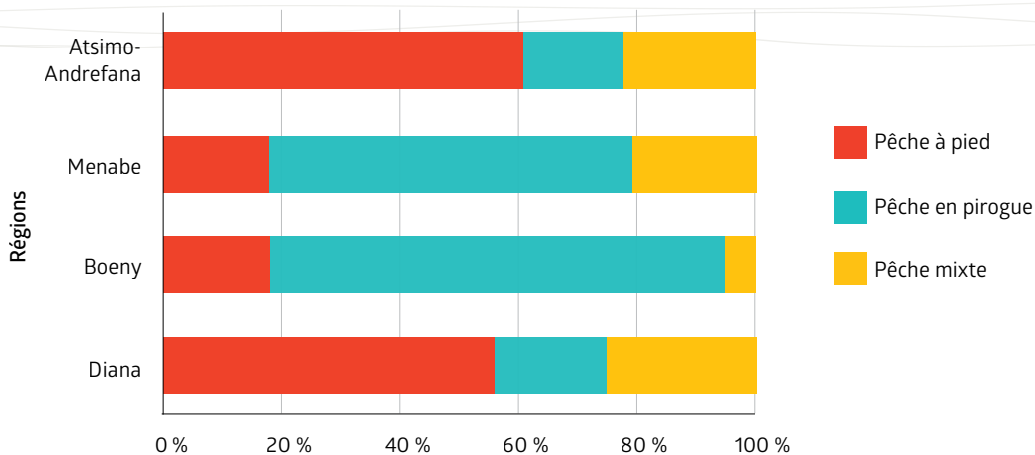
Le manque de participation des femmes aux processus décisionnels et aux mesures de gestion limite leur accès aux pêcheries concernées (Baker-Médard, 2017). Bien que les résultats du projet Fish2Sustainability indiquent que les hommes et les femmes semblent participer de manière égale à la prise

de décision et au leadership liés à toutes les activités de pêche dans certaines régions de Madagascar (Diana, Analanjirofo, Anosy et Atsimo-Andrefana), l'égalité des droits et de participation à la prise de décision dans toutes les pêcheries reste un défi à l'échelle du pays, en particulier dans les régions de Vatovavy, Atsimo-Atsinanana, Menabe, et Boeny.

Les difficultés rencontrées par les femmes pour s'exprimer découlent partiellement d'un manque d'instruction. À titre d'exemple, dans les pêcheries de crabes de mangroves dans le sud-ouest de Madagascar, jusqu'à 85 pour cent des femmes pêcheurs n'ont pas terminé l'école primaire. Les normes culturelles et un manque de sensibilisation représentent également un obstacle à la participation des femmes aux processus décisionnels. En effet, certaines femmes elles-mêmes estiment que la prise de décision est essentiellement une affaire d'hommes et lorsque des femmes ont le courage de s'affirmer et d'exprimer leurs idées, leurs contributions sont souvent rejetées comme des «*hevi-behivavy*» (littéralement «idées de femmes») et considérées comme moins pertinentes. Ces circonstances réduisent considérablement les possibilités offertes aux femmes d'accroître leurs connaissances, de réaliser pleinement leur potentiel, de développer des compétences pour accéder à un emploi rémunéré et de participer de manière significative aux processus de prise de décision.

La coopérative «KINTANA» créée par un groupe de femmes dans la région du sud-est représente un exemple de bonnes pratiques. Au sein de cette coopérative, les femmes contribuent de manière significative à la gestion des pêcheries côtières de petits poissons pélagiques. Leurs activités visent à sensibiliser la communauté et à promouvoir une limitation de l'effort de pêche pendant la saison de l'anchois. Cet exemple concret souligne l'importance de l'autonomisation des

**Figure 4. Distribution des techniques de pêche de crabe de mangrove à pied et/ou en pirogue utilisées par les femmes dans quatre régions de Madagascar**



Source: Données reconstruites à partir des statistiques pour l'année 2022 fournies par le projet CORECRABE.

femmes et leur participation aux processus décisionnels dans le secteur afin de pouvoir jouer pleinement leur rôle dans la gestion des ressources et renforcer ainsi leur résilience, notamment face aux aléas environnementaux.

### 4.3 Effet du changement climatique et d'autres chocs sur l'accès des femmes à la petite pêche

Les femmes de Madagascar sont confrontées à de profondes disparités en matière d'accès à l'éducation et à l'emploi, ce qui perpétue un cycle de discrimination et d'inégalité et exacerbe la vulnérabilité des femmes face à la pauvreté. En effet, comme l'a démontré Gaye (2020), dans les différents secteurs économiques, l'écart salarial entre les hommes et les femmes est flagrant: les hommes gagnent 37 pour cent de plus que les femmes, et les femmes sont 20 pour cent plus susceptibles d'être au chômage que les hommes.

En outre, les contraintes d'accès des femmes le long des chaînes de valeur de la petite pêche réduit les alternatives professionnelles existantes et accroît leur vulnérabilité face

aux effets du changement climatique et des chocs qui y sont associés. Madagascar est l'un des pays les plus vulnérables au changement climatique et doit faire face à un risque élevé de phénomènes météorologiques extrêmes tels que des vents violents, des cyclones et des sécheresses sévères. L'impact du changement climatique et des mauvaises conditions de mer qui en découlent est particulièrement prononcé dans le secteur de la petite pêche. En effet, les petits pêcheurs utilisant principalement des embarcations non motorisées, leur accès aux ressources est de plus en plus souvent temporairement limité, raccourci dans le temps ou restreint spatialement à cause de certaines zones de pêche rendues inaccessibles (Mumby *et al.*, 2014).

De plus, les mauvaises récoltes agricoles induites par le changement climatique ont entraîné une migration des populations de l'intérieur des terres vers les zones côtières. Cela a provoqué des changements dans la gestion des fragiles écosystèmes côtiers tels que l'utilisation accrue d'engins de pêche traînants (chaluts à moustiquaire et sennes

déployés par les pêcheurs et les pêcheuses) et l'exploitation des zones d'herbiers marins situées près des côtes (Jaonalison, 2019; Raharinaivo *et al.*, 2020; Ranaivomanana *et al.*, 2023). Par conséquent, comme le montrent les études de Brenier, Ferraris et Mahafina (2011), de Grenier *et al.* (2013) et plus récemment de Ranaivomanana *et al.* (2023), les ressources halieutiques sont surexploitées dans les différentes régions les plus peuplées de Madagascar. Il ressort des groupes de discussion (projet Fish2Sustainability) que cet épuisement des stocks de poissons rend les communautés côtières, et en particulier les femmes, de plus en plus vulnérables car elles dépendent fortement de ces ressources naturelles, et leurs périmètres de pêche sont spécifiquement limités à la zone proche de la côte.

Pour faire face à la pénurie d'autres moyens de subsistance, les femmes se tournent souvent vers les activités liées à la chaîne de valeur de la petite pêche. Leur remarquable capacité d'adaptation joue un rôle essentiel dans le

maintien des communautés de pêcheurs, renforçant ainsi la résilience dans les contextes des zones côtières et rurales.

#### 4.4 Contribution des femmes à la sécurité nutritionnelle des ménages

La contribution multiforme des femmes a un impact direct sur la diversité du régime alimentaire, l'apport nutritionnel et la sécurité alimentaire globale au niveau du ménage, et donc sur l'amélioration du bien-être et de la santé globale des familles (WorldFish, 2012; Béné *et al.*, 2007; van den Bold *et al.*, 2013; Bavinck, Johnson et Kooiman, 2020). Elles jouent un rôle central dans la production, l'approvisionnement et la préparation d'une nourriture diversifiée et nutritive. Dans les pêcheries artisanales, leur travail en matière de sélection, transformation et cuisson des produits halieutiques enrichit la disponibilité des choix des aliments (Harper *et al.*, 2013), favorisant la variété du régime alimentaire et l'amélioration de l'apport nutritionnel (van den Bold *et al.*, 2013). À Madagascar, les petites pêcheries continentales et marines contribuent



© Marc Léopold



© Marc Léopold

Tri et transformation des captures réalisées par les femmes des pêcheurs dans la région Boeny, nord-ouest de Madagascar



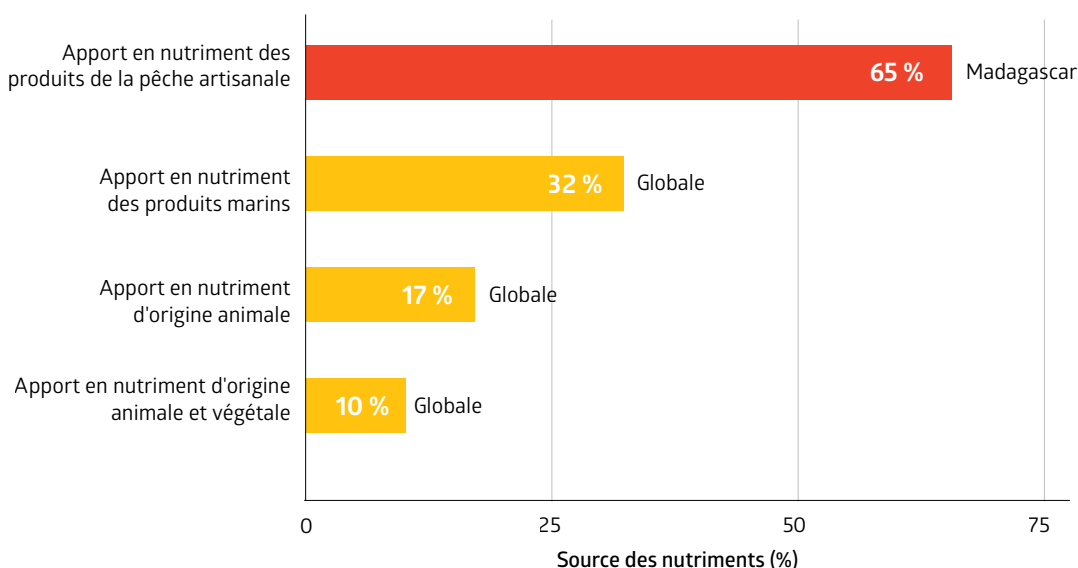
à 65 pour cent de l'approvisionnement en nutriments (30% de DHA+EPA, 20% de vitamine B12, 9% de calcium, 5% de zinc, 3% de fer, et 2% de vitamine A) provenant de tous les aliments d'origine animale (figure 5), contre une moyenne de 10 pour cent de l'approvisionnement en nutriments d'origine animale et végétale à l'échelle globale (Viana *et al.*, 2023). Cependant, Madagascar fait partie des pays côtiers vulnérables sur le plan nutritionnel (environ 51 pour cent d'apports nutritionnels inadéquats) qui dépendent de la petite pêche pour environ 30 pour cent.

L'implication des femmes dans la transformation et la préparation du poisson a un impact direct sur la qualité des aliments complémentaires destinés aux nourrissons et aux jeunes enfants, notamment. En ajoutant de la valeur aux produits de la pêche grâce à des méthodes telles que le séchage, le

fumage et le salage, les femmes élargissent leurs contributions à la sécurité nutritionnelle. À ce titre, il est intéressant de signaler que les petits poissons séchés pêchés aux chaluts à moustiquaire, qui sont principalement consommés par la population vivant à l'intérieur des terres, contiennent une forte proportion de calcium (figure 6), avec une moyenne de 37 pour cent de l'apport nutritif total (Todimazava, 2023 ; cf. Annexe) contre 9 pour cent pour tous les produits de la petite pêche (Viana *et al.*, 2023). Une étude réalisée au Malawi démontre que les petits poissons pélagiques comme l'anchois, couramment consommés entiers et séchés, sont particulièrement riches en calcium, avec une moyenne de 38 pour cent de l'apport nutritif recommandé (Simmance *et al.*, 2021).

En prenant part aux activités liées à la pêche, les femmes favorisent leur autonomisation, influencent les décisions liées à la nutrition et

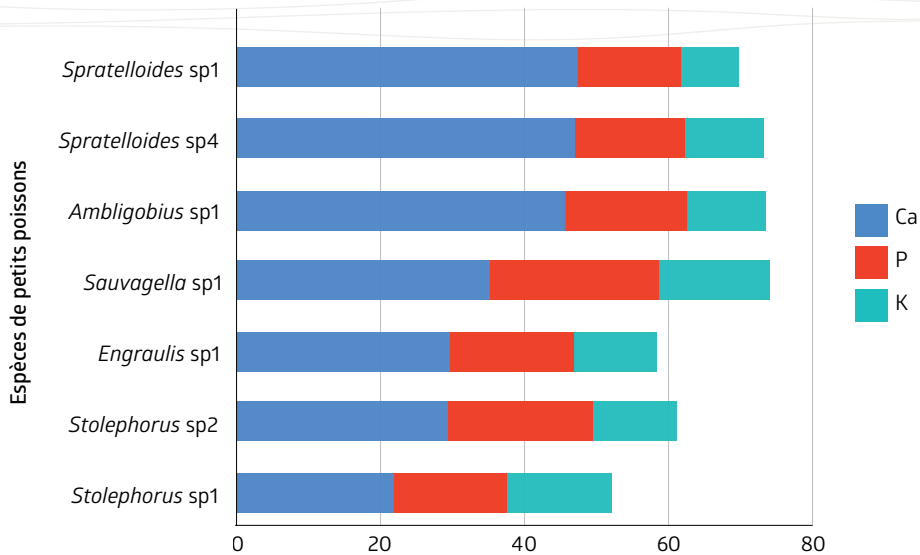
**Figure 5. Contribution nutritionnelle de la petite pêche par rapport à tous les autres apports en nutriments d'origine alimentaire**



Source: Viana, D.F., Zamborain-Mason, J., Gaines, S.D., Schmidhuber, J. et Golden, C. 2023. «Nutrient supply from marine small-scale fisheries», *Scientific reports*,13(11357). <https://www.nature.com/articles/s41598-023-37338-z.pdf>.



**Figure 6. Distribution de la proportion des trois nutriments selon les espèces de petits poissons séchés consommés à Madagascar**



Source: Todimazava, L. D. 2023. *Diversité et importances des petits poissons séchés vendus sur les marchés le long de la RN7 entre Toliara et Antananarivo, Madagascar*. Master en sciences marines et halieutique, Institut halieutique et des sciences marines, Université de Toliara (Madagascar).

renforce leur rôle au sein de la famille (Harper *et al.*, 2013). Les femmes sont également des vecteurs de connaissances en matière de nutrition car elles diffusent des informations au sein des ménages et des communautés. Leur participation à la petite pêche facilite le partage des connaissances sur la valeur nutritionnelle des produits halieutiques et les méthodes optimales de préparation des aliments,

contribuant ainsi à des régimes alimentaires plus sains (van den Bold *et al.*, 2013). En cas de difficulté ou de chocs économiques, le travail des femmes dans le secteur de la petite pêche peut aussi servir de stratégie d'adaptation. Leur capacité à s'approvisionner en poisson et à le transformer agit comme une solution contre l'insécurité alimentaire (Harper *et al.*, 2013).



LACOSTE



# 5

## Conclusions et recommandations: besoins et priorités en matière d'égalité des sexes

Les contributions des femmes du secteur de la petite pêche vont bien au-delà de leurs apports économiques via les activités de pré-capture, capture et après-capture. De par leur rôle multidimensionnel, elles améliorent la nutrition des ménages et renforcent la résilience des

communautés. Reconnaître et valoriser les divers rôles des femmes dans la petite pêche est donc essentiel non seulement pour la gestion durable des ressources naturelles marines, mais également pour améliorer le bien-être des individus et des communautés à Madagascar.

**Figure 7. Cadre conceptuel pour la mise en œuvre d'actions visant à assurer l'égalité des genres dans le secteur de la petite pêche à Madagascar**



Source: Élaboration des auteurs.

Afin de promouvoir l'égalité des sexes dans le secteur de la petite pêche à Madagascar et créer un environnement favorable aux femmes malgaches, nous formulons les recommandations ciblées suivantes:

- Mettre à jour et développer le cadre politique et juridique nationale portant sur l'égalité entre les hommes et les femmes afin d'y inclure des dispositions spécifiques sur l'accès et la participation des femmes au secteur de la petite pêche (**figure 7**). Ce cadre législatif préciserait les priorités nationales en matière d'égalité entre les hommes et les femmes et servirait de référence à toutes les ONG et OSC concernées par cet enjeu.
- Encourager la contribution des femmes aux activités de pêche proprement dites (phase de capture) qui reste très faible par rapport à celle des hommes. La mise en place de programmes intégrés de formation et d'assistance financière accompagnée d'une campagne de sensibilisation et d'une

approche porteuse de transformations en matière de genre pourra permettre aux femmes d'acquérir leurs propres actifs au sein de la chaîne de valeur, renforçant ainsi leur autonomie et leur contribution.

- Favoriser un environnement inclusif où la contribution de chaque individu, quel que soit son sexe, se voit accorder la même considération et la même valeur pourra faire évoluer les normes traditionnelles en matière de genre et favoriser la participation des femmes aux processus de prise de décision et de gestion dans le secteur de la petite pêche. Des ONG et OSC ont été identifiées comme des acteurs clés dans cet effort. Il est essentiel d'encourager la collaboration et la mise en réseau entre ces organisations et leurs associations et coopératives locales. Cela peut faciliter l'accès aux ressources essentielles, au matériel et à diverses formes de soutien pour les femmes dans le secteur de la pêche.
- Promouvoir l'égalité d'accès à l'éducation et créer des opportunités économiques pour les femmes dans les zones rurales. Donner aux femmes les moyens de poursuivre leurs études et de gagner leur vie en dehors de la sphère domestique favorisera l'égalité des sexes et contribuera au développement économique et social, facilitera la participation aux processus de prise de décision et renforcera la capacité de résilience des communautés face aux changements globaux.
- Soutenir le leadership des femmes dans les organisations et les institutions liées à la petite pêche tout en renforçant leurs compétences en matière de gestion et

de prise de décision. Cela pourrait inclure la mise en place de programmes de renforcement des capacités pour les femmes occupant des postes de responsabilité et des rôles décisionnels à travers, notamment, un appui au réseau des femmes RENAFEP-MADA qui a déjà entrepris des actions visant à renforcer le leadership des femmes. Ceci permettra d'assurer la durabilité de ces initiatives et le suivi de la participation des femmes dans le secteur de la petite pêche.

- Diversifier le financement d'activités productives: les financements ne devraient pas être limités aux activités de capture, mais devraient également être disponibles pour les activités post-capture, couvrant ainsi l'ensemble des chaînes de valeur de la petite pêche. Cela contribuera également à l'autonomisation économique des femmes tout au long de ces chaînes de valeur.
- Élargir et améliorer la collecte et l'analyse des données pour une analyse plus complète des réalités et des besoins spécifiques des femmes dans le secteur de la petite pêche. Promouvoir la collecte et l'analyse de données ventilées par sexe et par type de pêche (continentale et maritime), afin de mieux comprendre les contributions, les défis et les opportunités des femmes. Cela permettra de suivre et d'évaluer l'impact des interventions axées sur le genre dans le domaine de la sécurité sociale afin de garantir leur efficacité, de revoir et d'actualiser régulièrement les politiques et les initiatives liées au genre sur la base des résultats de l'évaluation et de l'évolution de la situation, notamment en lien avec l'Agenda 2030 des Nations-Unies pour le développement durable (ODD 5).



# Bibliographie

- Allison, E. H., Perry, A. L., Badjeck, M. C., Neil Adger, W., Brown, K., Conway, D. et Dulvy, N. K.** 2009. «Vulnerability of national economies to the impacts of climate change on fisheries», *Fish and Fisheries*, 10(2): 173-196.
- Arciprete, C. et Leander, S.S.** 2022. *Inégalités de genre à Madagascar. Note d'orientation*, Instat Madagascar, Oxford Policy Management, Unicef, Antananarivo.
- Badjeck, M. C., Allison, E. H., Halls, A. S. et Dulvy, N. K.** 2010. «Impacts of climate variability and change on fishery-based livelihoods», *Marine Policy*, 34(3): 375-383.
- Baker-Médard, M.** 2017. «Gendering marine conservation: the politics of Marine Protected Areas and fisheries access», *Society and Natural Resources*, 30(6): 723-737.
- Bavinck, M., Johnson, D. S. et Kooiman, J.** 2020. *Governing complexity: Conflict and collaboration in fisheries management in the Global South*. Springer.
- Béné, C., Hersoug, B. et Allison, E.H.** 2010. «Not by rent alone: analysing the pro-poor functions of small-scale fisheries in developing countries», *Development Policy Review*, 28: 325-358
- Béné, C., Macfadyen, G., Allison, E. H. et Andrew, N. L.** 2007. «Increasing the contribution of small-scale fisheries to poverty alleviation and food security», *FAO Fisheries technical paper*, No. 481, Rome.
- Brenier, A., Ferraris, J. et Mahafina, J.** 2011. «Participatory assessment of the Toliara Bay reef fishery, southwest Madagascar», *Madagascar Conservation et Development*, 6(2): 60-67.
- Cinner, J. E., Daw, T., Huchery, C., Thoya, P., Wamukota, A., Cedras, M. et Abunge C.** 2014. «Winners and losers in marine conservation: Fisher perspectives on displacement and benefits from marine protected areas», *Society and Natural Resources*, 27(9): 994-1005.
- FAO, Duke University et WorldFish.** 2023. *Illuminating Hidden Harvests – The contributions of small-scale fisheries to sustainable development*. Rome. <https://doi.org/10.4060/cc4576en>
- FAO.** 2015. *Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté*. Rome. <https://www.fao.org/3/i4356fr/i4356fr.pdf>
- Gastineau, B., Gauthier, L. et Rakotovo, I.** 2010. *Relations de genre et violence conjugale à Antananarivo (Madagascar)*, Laboratoire Population-Environnement-Développement, Série Population-Santé, Documents de recherche n°17, Unité mixte de recherche IRD-Université de Provence 151, Marseille (France) [https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins\\_textes/divers12-09/010051155.pdf](https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers12-09/010051155.pdf).
- Gaye, D.** 2020. À Madagascar, la place des femmes gagne du terrain, Banque mondiale blogs, <https://blogs.worldbank.org/fr/nasikiliza/madagascar-la-place-des-femmes-gagne-du-terrain>
- Grenier, C.** 2013. «Genre de vie vezo, pêche 'traditionnelle' et mondialisation sur le littoral sud-ouest de Madagascar», *Annales de Géographie*, 5(693): 549-571. <https://www.cairn.info/revue-annales-de-geographie-2013-5-page-549.htm>

- Harper, S., Zeller, D., Hauzer, M., Pauly, D. et Sumaila, U. R.** 2013. «Women and fisheries: Contribution to food security and local economies», *Marine Policy*, 39: 56-63.
- Jaonalison, H.** 2019. *Les premiers stades de vie des poissons dans le SO de Madagascar: éléments pour une meilleure connaissance de la biodiversité et une meilleure gestion des ressources exploitées*, Biologie animale, Université de la Réunion, Institut halieutique et des sciences marines, Tuléar (Madagascar). (NNT : 2019LARE0030 (tel-02934727))
- Kellum, J., Randrianarimanana, H., Andrianaivosoa, L. M. et Telingator, S.** 2020. *USAID/ Madagascar Gender Analysis Report*, préparé par Banyan Global, USAID. <https://banyanglobal.com/wp-content/uploads/2020/08/USAID-Madagascar-Gender-Analysis-for-the-2020-2025-CDCS.pdf>
- Mahmud, R. et Rabary, M.** 2019. *USAID/ Madagascar Programme IMPACT, L'égalité du genre et de l'inclusion sociale: analyse et plan d'action*, préparé par Banyan Global. [https://banyanglobal.com/wp-content/uploads/2019/09/USAID-Madagascar-IMPACT-GESI-Analysis-Report\\_Final-Francais-1.pdf](https://banyanglobal.com/wp-content/uploads/2019/09/USAID-Madagascar-IMPACT-GESI-Analysis-Report_Final-Francais-1.pdf)
- Manankery, V.** 2021. Étude des moyens d'existence des ménages de pêcheurs dans la baie de Toliara, sud-ouest de Madagascar, Master en sciences marines et halieutique, Institut halieutique et des sciences marines, Université de Toliara (Madagascar)
- Mbony, J., Léopold, M., Razanakoto, T., Jaonalison, H. et Mahafina, J.** 2024. *Importance de la petite pêche en termes de sécurité alimentaire à Madagascar, Note d'orientation*, FAO, Rome.
- Mbony, A. J.** 2022. Évaluation de la pertinence d'indicateurs halieutiques sur l'état des ressources de poissons récifaux dans la baie de Ranobe, sud-ouest de Madagascar, Master en sciences marines et halieutique, Institut halieutique et des sciences marines, Université de Toliara (Madagascar)
- Mumby, P., Flower, J. Chollett, I., Box, S., Bozec, Y-M. et al.** 2014. *Towards reef resilience and sustainable livelihoods: A handbook for Caribbean coral reef managers*, University of Exeter Press, Exeter (Royaume-Uni)
- Raharinaivo, L. R, Jaonalison, H., Mahafina, J., Ponton, D.** 2020. «How to efficiently determine the size at maturity of small-sized tropical fishes: A case study based on 144 species identified via DNA barcoding from southwestern Madagascar», *Journal of Applied Ichthyology*, 36(4): 402-413. <https://doi.org/10.1111/jai.14046>
- Ranaivomanana, H. S., Jaquemet, S., Ponton, D., Behivoke, F., Randriatsara, R. M., Mahafina, J. et Léopold, M.** 2023. «Intense pressure on small and juvenile coral reef fishes threatens fishery production in Madagascar», *Fisheries Management and Ecology*, 30(5): 494-506. <https://doi.org/10.1111/fme.12637>
- Razafindrakoto, G.** 2016. *Gender equity in Madagascar*, World Policy blog. <http://www.worldpolicy.org/blog/2016/03/15/gender-equity-madagascar>
- Simmance, F.A, Kanyumba, L., Cohen, P.J., Njaya, F., Nankwenya, B., Gondwe, E., Manyungwa, C, Chimatiro, S., Byrd, K., O'Meara, L. et al.** 2021. *Sustaining and improving the contribution small-scale fisheries make to healthy and sustainable food systems in Malawi*, Penang, Malaysia, WorldFish, Program Brief: 2021-27. <https://digitalarchive.worldfishcenter.org/bitstream/handle/20.500.12348/4950/fa67ca22889a137dc1d4d2649a2f5adc.pdf?sequence=2>

**The Madagascar Coalition of Civil Society**

**Organizations.** 2015. *CEDAW Shadow report on Madagascar 2015*. [https://rmozone.com/snapshots/2016/05/docs/INT\\_CEDAW\\_NGO\\_MDG\\_21897-00.pdf](https://rmozone.com/snapshots/2016/05/docs/INT_CEDAW_NGO_MDG_21897-00.pdf)

**Todimazava, L. D.** 2023. *Diversité et importances des petits poissons séchés vendus sur les marchés le long de la RN7 entre Toliara et Antananarivo, Madagascar*. Master en sciences marines et halieutique, Institut halieutique et des sciences marines, Université de Toliara (Madagascar)

**USAID and et Ocean Farmers.** 2022. *Nosy Manga: restorative aquaculture for nature and communities in Madagascar*

**USAID Madagascar.** 2014. *Projet Mikol. Recherche formative*. <https://usaidmikolo.files.wordpress.com/2014/08/rapport-recherche-formative-mikolo-version-finale-12june2013.pdf>

**van den Bold, Mara M., Quisumbing, A. R. et**

**Gillespie, S.** 2013. «Women's empowerment and nutrition: an evidence review», *IFPRI Discussion Paper*, 0129. Disponible via le lien <https://ssrn.com/abstract=2343160> ou <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.2343160>

**Viana, D.F., Zamborain-Mason, J., Gaines, S.D., Schmidhuber, J. et Golden, C.** 2023. «Nutrient supply from marine small-scale fisheries», *Scientific reports*, 13(11357). <https://www.nature.com/articles/s41598-023-37338-z.pdf>

**Wabnitz, C. C. C., Harper, S. J. M.** 2023. *Gender and Fisheries - the Republic of Madagascar, Country Fact Sheet*, Ocean Risk and Resilience Action Alliance (ORRAA) [https://oceanrisk.earth/wp-content/uploads/2023/05/Madagascar\\_factsheet\\_fin-1.pdf](https://oceanrisk.earth/wp-content/uploads/2023/05/Madagascar_factsheet_fin-1.pdf)







# Annexe

## Distribution spécifique de la proportion des nutriments pour les petits poissons capturés par les chaluts à moustiquaire

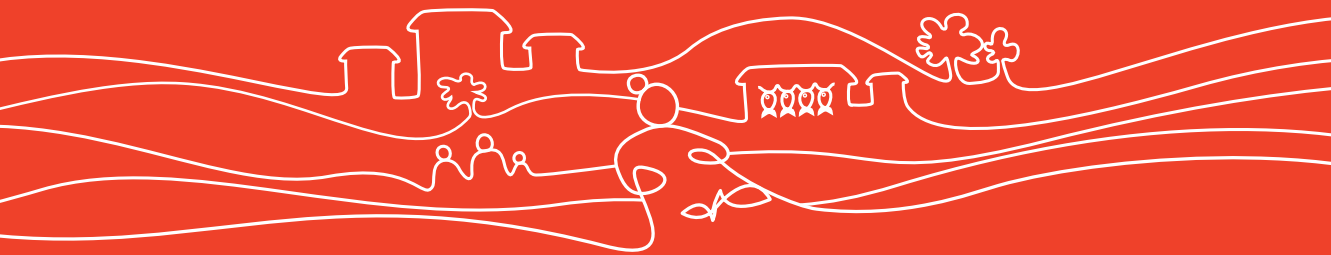
Espèces de petits poissons séchés	% de nutriments dans 100g																
	Na	Mg	Si	P	K	Ca	Fe	Zn	Cr	Se	Cu	Mn	As	Cd	Hg	Pb	Vit A
<b>ENGRAULIDAE</b>																	
Stolephorus sp1	7	2	0	16	14	22	2	0	16	2	3	0	13	1	0	1	0
Stolephorus sp2	21	4	0	20	12	29	0	0	1	3	5	0	3	0	0	0	0
Engraulis sp1	5	2	0	17	11	30	1	0	14	2	8	0	10	0	0	1	0
<b>CLUPEIDAE</b>																	
Sauvagella sp1	10	2	1	24	15	35	0	0	3	4	4	0	1	0	0	0	0
Spratelloides sp1	8	2	0	14	8	47	0	0	5	2	7	0	5	0	0	0	0
Spratelloides sp4	7	2	0	15	11	47	0	0	2	3	3	0	7	1	0	0	0
<b>GOBIIDAE</b>																	
Amblygobius sp1	7	2	0	17	11	45	1	0	3	2	7	0	3	0	0	1	0
<b>Proportion moyenne</b>	<b>9</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>18</b>	<b>12</b>	<b>37</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>6</b>	<b>3</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>6</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>

Source: Todimazava, L. D. 2023. *Diversité et importances des petits poissons séchés vendus sur les marchés le long de la RN7 entre Toliara et Antananarivo, Madagascar*. Master en sciences marines et halieutique, Institut halieutique et des sciences marines, Université de Toliara (Madagascar).





Cette note d'orientation s'inscrit dans le programme de mise en œuvre des Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté (Directives sur la pêche artisanale) de la FAO. Elle est conçue pour donner un aperçu de la contribution des femmes travaillant dans le secteur de la petite pêche à des systèmes alimentaires sains et à des moyens de subsistance durables à Madagascar. Dans le pays, les femmes sont principalement impliquées dans les activités de pré-capture et de post-capture, mais elles participent aussi aux activités de pêche proprement dites comme la pêche aux crabes de mangrove et la pêche à pied. Si on exclut les activités de la phase de pré-capture (par exemple, fabrication et réparation des engins de pêche, entretien des pirogues et nettoyage) pour lesquelles les données sont rares, on estime qu'environ 94 000 femmes exercent des activités associées à la petite pêche, ce qui représente environ 40 pour cent du nombre total de personnes impliquées dans le secteur. Pourtant, la contribution des femmes du secteur de la petite pêche va bien au-delà de leurs apports économiques via les activités de pré-capture, capture et après-capture. Elles améliorent la nutrition des ménages et renforcent la résilience des communautés, jouant un rôle multidimensionnel. Reconnaître et valoriser la contribution diversifiée des femmes dans la petite pêche est donc essentiel non seulement pour la gestion durable des ressources naturelles marines, mais également pour améliorer le bien-être des individus et des communautés à Madagascar.



Division de la pêche et de l'aquaculture - Ressources naturelles et production durable  
Courriel: [SSF-Guidelines@fao.org](mailto:SSF-Guidelines@fao.org)  
<https://www.fao.org/voluntary-guidelines-small-scale-fisheries/en/>  
Twitter: @FAOfish  
#SSFGuidelines

**Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture**  
Rome, Italie